

COTE D'AZUR FRANCE TOURISME

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2025

COTE D'AZUR FRANCE TOURISME

Bâtiment Horizon
455 Promenade des Anglais
06200 Nice

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'entité COTE D'AZUR FRANCE TOURISME relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode » de la partie « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement n°2023-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 15 juin 2026

Le Commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Tristan MARINIER

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	27 757	10 844	16 913	19 505	2 592	13.29
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	297 014	213 899	83 115	77 712	5 403	6.95
ACTIF CIRCULANT	En cours, avances et acomptes	14 598		14 598		14 598	
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	46 663		46 663	52 571	5 908	11.24
	Autres immobilisations financières	23 749		23 749	23 065	684	2.96
	Total II	409 781	224 743	185 038	172 853	12 185	7.05
	Stocks et en cours						
Comptes de Régularisation	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	120 204		120 204	128 676	8 472	6.58
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	925 242		925 242	822 134	103 107	12.54
	Charges constatées d'avance (2)	221 831		221 831	175 822	46 009	26.17
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	1 155 812		1 155 812	1 130 764	25 047	2.22
	Total III	2 423 089		2 423 089	2 257 397	165 692	7.34
	Frais d'émission des emprunts (IV)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		2 832 870	224 743	2 608 127	2 430 251	177 876	7.32

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12		Exercice N-1 31/12/2024 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires	1 319 978		1 319 978			
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau	17 429				17 429	
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	214 137		17 429		231 566	NS
	Situation nette (sous total)	1 516 686		1 302 549		214 137	16.44
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement	44 800		44 800			
	Provisions réglementées						
	Total I	1 561 486		1 347 349		214 137	15.89
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables						
	Avances conditionnées						
	Droits du concédant						
	Total II						
FONDS REPORTES ET DEBIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés						
	Total III						
PROVISIONS	Provisions pour risques	341 412		424 223		82 811	19.52
	Provisions pour charges						
	Total IV	341 412		424 223		82 811	19.52
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit						
	Emprunts et dettes financières diverses (2)						
	Instruments financiers à terme						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	254 834		234 037		20 797	8.89
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	345 396		355 542		10 146	2.85
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	319		319			
	Produits constatés d'avance	104 680		69 100		35 580	51.49
	Total V	705 229		658 679		46 550	7.07
	Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 608 127		2 430 251		177 876	7.32

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)
(2) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens			462		462	100.00
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	18	698			18 698	
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	3	582 128	3	570 700	11 428	0.32
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	82	811	33	983	48 828	143.68
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	543	194	556	226	13 032	2.34
Total I	4	226 831	4	161 371	65 461	1.57
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises			364		364	100.00
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	2	190 508	2	431 081	240 573	9.90
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	123	308	106	484	16 824	15.80
Salaires et traitements	1	208 973	1	123 102	85 871	7.65
Cotisations sociales	479	763	479	827	63	0.01
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	28	677	23	829	4 848	20.35
Dotations aux provisions			23	283	23 283	100.00
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges		85	6	753	6 668	98.74
Total II	4	031 315	4	194 722	163 408	3.90
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	195	517	33	352	228 868	686.23

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	18 621		15 923		2 698	16.94
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total III	18 621		15 923		2 698	16.94
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)	18 621		15 923		2 698	16.94
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	214 137		17 429		231 566	NS
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)						
4. Résultat exceptionnel (V-VI)						
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	4 245 452		4 177 293		68 158	1.63
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	4 031 315		4 194 722		163 408	3.90
5. EXCEDENT OU DEFICIT	214 137		17 429		231 566	NS

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 2 608 127.34 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 4 226 831.16 Euros et dégageant un excédent de 214 137.21 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Changement de méthode

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Toutefois, en application du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) 2023-03 relatif à la modernisation des états financiers, les comptes de transferts de charges sont supprimés, et les comptes de charges et produits exceptionnels ne sont plus utilisés que dans des cas très limités, lorsqu'il s'agit d'un événement majeur et inhabituel. L'application de ce règlement a entraîné un changement de méthode comptable et a conduit à des adaptations de présentation et de classement des postes des états financiers. Ces changements n'ont pas eu d'impact significatif sur le résultat ni sur les fonds propres de l'association.

Informations générales complémentaires

- Notre association a pour objet social de préparer et mettre en oeuvre la stratégie de développement et de marketing de la destination Côte d'Azur sur le territoire national et international définie dans le cadre de la politique touristique du Département des Alpes Maritimes.

Cette stratégie est co-construite via des comités de pilotage associant notamment la Direction de l'Attractivité territoriale du Conseil Départemental des Alpes Maritimes, tous les offices du tourisme du territoire, les syndicats mixtes liés au tourisme, la CCI Nice Côte d'Azur, les représentants des professionnels tels que les UMIH, l'aéroport Nice Côte d'Azur et le CRT Sud PACA via "Linkéus".

L'association dispose pour déployer son plan d'actions de ressources provenant du Conseil Départemental des Alpes Maritimes mais également des communes, des offices du tourisme et de partenaires publics et privés qui permettent de financer toutes les actions engagées dans le cadre de l'objet social.

- Le Conseil Départemental des Alpes Maritimes nous a attribué une subvention de fonctionnement de 3 300 000 € pour l'année 2025 ainsi qu'une subvention complémentaire de 80 000 € pour le développement d'actions en terme d'ingénierie touristique.

- Le projet SMART DEAL pour lequel le Conseil Départemental des Alpes Maritimes nous a attribué une subvention de 89 600 € en 2023 a été reporté sur l'année 2026. L'association a perçu un acompte de 50% qui a été constaté en subvention d'investissement.

- Le projet JARDIVAL s'est terminé en 2025. Le solde de la subvention INTERREG du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) nous a été versé en février 2026 pour un montant de 167 694 €.

- Dans le cadre du litige nous opposant au CRT Sud PACA, par jugement du Tribunal Judiciaire de Marseille du 18 décembre 2025, notre association a été condamnée à la somme de un euro en réparation d'un préjudice de concurrence. Toutes les autres demandes d'indemnisation du CRT Sud PACA ont été rejetées.

Nous n'avons pas fait appel de cette décision.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	29 113		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 754		7 795
Installations générales agencements aménagements divers	110 561		4 425
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	152 211		19 269
Immobilisations corporelles en cours			14 598
TOTAL	265 526		46 087
Prêts, autres immobilisations financières	75 636		684
TOTAL	75 636		684
TOTAL GENERAL	370 275		46 770

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		1 356	27 757	27 757
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			10 548	10 548
Installations générales agencements aménagements divers		0	114 985	114 985
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			171 480	171 480
Immobilisations corporelles en cours			14 598	14 598
TOTAL		0	311 612	311 612
Prêts, autres immobilisations financières		5 908	70 412	70 412
TOTAL		5 908	70 412	70 412
TOTAL GENERAL		7 264	409 781	409 781

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	9 608	2 592	1 356	10 844
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 621	1 220		3 841
Installations générales agencements aménagements divers	52 879	11 384	0	64 263
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	132 314	13 481	0	145 795
TOTAL	187 814	26 085	0	213 899
TOTAL GENERAL	197 421	28 677	1 356	224 743

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	2 592				
Instal.techniques matériel outillage indus.	1 220				
Instal.générales agenc.aménag.divers	11 384				
Matériel de bureau informatique mobilier	13 481				
TOTAL	26 085				
TOTAL GENERAL	28 677				

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise Report à nouveau	1 319 978			17 429	1 319 978 17 429-
Excédent ou déficit de l'exercice	17 429-	17 429	214 137		214 137
Situation nette	1 302 549		214 137		1 516 686
Subventions d'investissement	44 800				44 800
TOTAL I	1 347 349	17 429	214 137	17 429	1 561 486

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	424 223		82 811		341 412
TOTAL	424 223		82 811		341 412
TOTAL GENERAL	424 223		82 811		341 412
Dont dotations et reprises d'exploitation			82 811		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	46 663	5 101	41 562
Autres immobilisations financières	23 749	0	23 749
Autres créances clients	120 204	120 204	
Personnel et comptes rattachés	900	900	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	896	896	
Divers état et autres collectivités publiques	872 494	872 494	
Débiteurs divers	50 951	50 951	
Charges constatées d'avance	221 831	221 831	
TOTAL	1 337 689	1 272 378	65 311
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	5 908		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	254 834	254 834		
Personnel et comptes rattachés	135 278	135 278		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	184 850	184 850		
Autres impôts taxes et assimilés	25 267	25 267		
Autres dettes	319	319		
Produits constatés d'avance	104 680	104 680		
TOTAL	705 229	705 229		

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
Logo, marques	11 906	
Logiciels	15 851	33.33

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 7 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	7 à 10 ans

Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	916 754
Total	916 754

dont :

- solde subvention fonctionnement Conseil Départemental : 660 000 €
- solde subvention JARDIVAL : 167 694 €
- solde 50% subvention SMART DEAL : 44 800 €
- autres créances : 44 260 €

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	80 440
Dettes fiscales et sociales	211 777
Total	292 217

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	221 831
Total	221 831
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	104 680
Total	104 680

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Montant des rémunérations ainsi que des avantages en nature des trois plus hauts cadres salariés (au sens de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006) :

Cette information ne peut être mentionnée car elle reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	11
Employés	9
Total	20

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes au titre du contrôle légal figurant au compte de résultat de l'exercice est de 9600 euros.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	
35 à 44 ans	21 à 30 ans	
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
Ensemble du personnel (charges sociales comprises)		341 412
Engagement total		341 412

Hypothèses de calculs retenues

- Départ volontaire à la retraite à l'âge de 65 ans
- Table de mortalité 2010-2012
- Pas de turn over
- Indemnité égale à 25% du salaire brut par année d'ancienneté (+ charges sociales)
- Taux d'actualisation de 4% (3,50% en 2024)